

*Le budget—M. Kaplan*

des augmentations d'impôt en 1984-1985, quand la vague de prospérité commençait.

Il y a quelques jours à peine, nous avons appris que cette vague tirait peut-être à sa fin et que le Canada et les États-Unis se dirigeaient peut-être vers une récession. Le chômage est à la hausse, le nombre de chômeurs augmente et la participation diminue. Dans ces conditions, un autre genre de budget s'impose, un budget plus conforme aux promesses électorales que les ministériels viennent de rompre.

Je condamne ce revirement parce que le gouvernement ne tient pas ses promesses, comme l'ont dit d'autres députés de mon parti, et qu'il adopte une attitude de droite. Il abandonne beaucoup de programmes essentiels au bien-être et à l'identité du Canada, comme je le montrerai dans un instant. En tout cas, le temps des restrictions budgétaires est passé. Au contraire, le pays et surtout les régions, ont besoin de l'aide, de l'initiative et de la participation du gouvernement.

Or, que se passe-t-il à Ottawa et dans les régions? Le gouvernement se retire de l'économie. Montréal, Toronto et Vancouver pourront survivre aux mesures prévues dans le budget, mais je ne pense pas que les régions s'en tirent aussi bien.

Après avoir dit que ce budget d'austérité arrivait au moins quatre ans trop tard, je voudrais maintenant parler des mesures qu'il contient. Comment faut-il interpréter ce que le gouvernement propose aux Canadiens? Tout le monde sait que les Canadiens et les Américains n'ont pas les mêmes valeurs. Pour comprendre le but du gouvernement, il peut être utile d'examiner la différence entre notre conception du marché et la leur. Au Canada, il est évident que nous comprenons l'importance du marché libre. Le marché assure une discipline. Il oblige les entreprises à rechercher la rentabilité. C'est ce qui compte. Nous encourageons et nous respectons le marché.

Aux États-Unis, les choses vont vraiment plus loin que cela. Là-bas, le marché est considéré comme un critère pour juger de la conduite et de la valeur des membres de la société. Ceux qui réussissent sur le marché sont bien vus, et les Américains acceptent les conséquences que pouvait avoir le marché sur le plan moral. Le meilleur exemple de cela est peut-être l'assurance-maladie. Les députés devraient vérifier auprès de leurs amis américains à quel point ils ne pensent pas comme nous en matière d'assurance-maladie. Ils n'y voient pas un service ou un besoin social que le gouvernement doit satisfaire au moyen des recettes fiscales. Ils estiment que l'assurance-maladie est une entreprise. Les soins médicaux sont assurés par des entreprises et chaque médecin est un petit entrepreneur qui a le droit de maximiser ses

bénéfices et qui n'a pas à dispenser ses services à des personnes qui ne peuvent pas les payer.

• (1630)

Voilà la mentalité qui prévaut dans tous les secteurs et dans tous les domaines aux États-Unis. Ce n'est pas le cas ici. Nous considérons le réseau des programmes sociaux comme une responsabilité fondamentale du gouvernement. Les Américains voient dans notre assurance-maladie un complot communiste pour faire de nos médecins des salariés de l'État. Des millions de dollars sont consacrés à renforcer cette idée dans la population américaine. Je pourrais énumérer beaucoup d'institutions qui font partie de notre réseau de la sécurité sociale et qui, aux États-Unis, sont de simples éléments du marché. Compte tenu du peu de temps dont je dispose, je vais m'en tenir à deux ou trois d'entre eux.

Je veux notamment parler de la fermeture de bases militaires dans différentes régions de notre pays. J'en ai parlé à l'extérieur de la Chambre. J'ai fait une suggestion au gouvernement. Je voudrais faire part à la Chambre de la fermeture possible de la base Downsview et de son déménagement 45 milles plus loin, afin que le gouvernement puisse réaliser des profits de 750 millions de dollars, ce qui lui permettrait de ne pas fermer les bases régionales du pays.

Je suis très fier de vous dire, monsieur le Président, que depuis que j'ai fait publiquement cette suggestion, vendredi dernier, j'ai reçu un très fort appui de mes électeurs. Ce sont là des gens qui ont tout intérêt à ce que les choses ne changent pas. Il y a des exceptions, il est vrai, mais je suis très fier de préciser que la très grande majorité de mes électeurs qui ont réagi à ma proposition, considèrent que c'est là une excellente idée. Si cette proposition peut permettre d'assurer la survie des régions du pays, si la présence du ministère de la Défense nationale dans les régions éloignées peut être maintenue et encourager ainsi une activité économique viable dans ces régions, ces gens seront alors disposés à accepter ce changement.

Je reconnais que la réaction en question n'est pas unanime, mais c'est celle de la très grande majorité. Les intéressés sont prêts à partager avec les autres. Pour ce qui est du gouvernement, il commet une erreur extrêmement grave en suivant la notion des lois du marché selon laquelle, c'est le marché qui dicte les décisions plutôt que de revenir à la notion de partage que nous défendons au